

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 FÉVRIER 1928.

Projet de loi modifiant les lois de compétence.

ARTICLES 8 A 14 DISJOINTS DU PROJET DE LOI
TRANSMIS PAR LE SÉNAT (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. SINZOT.

MESSIEURS,

La Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire et de compétence, s'était émue de certain discours prononcé au Sénat par l'honorable M. Braun.

L'honorable sénateur, s'indignant du retard apporté par la Commission à se réunir et, sans doute, à voter dans le sens qu'il désirait, aurait prétendu que les motifs de ce retard étaient inavouables. La réflexion aidant, il a corrigé son texte aux annales en ajoutant « puisqu'ils sont inavoués ».

La Commission spéciale laisse cette boutade pour compte à l'honorable sénateur.

Lors d'une première discussion, comme le constate le rapport que nous avons déposé en séance du 13 juillet 1927, la Commission avait décidé de disjoindre les dispositions qui tendaient uniquement à simplifier le règlement de service des tribunaux, des cours et des greffes.

Ces dispositions ont été réunies en un projet de loi qui a été voté le 22 juillet 1927.

Il s'agit maintenant des articles 8 à 14 du projet renvoyé par le Sénat et qui ont pour objet de relever le taux du dernier ressort.

*
**

A l'unanimité des membres présents, quatre sur sept, la Commission a décidé

(1) Projet de loi, n° 518 (1926 1927)

(2) La Commission était composée de MM. Poncelet président, Jennissen, Meysmans, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Van Dievoet.

de rejeter le principe de l'augmentation du taux du dernier ressort, tant en justice de paix qu'en première instance.

Elle a estimé que le droit à l'appel est une garantie contre l'arbitraire et qu'on ne peut l'enlever aux justiciables.

Le seul argument que l'on ait émis jusqu'à présent est l'urgence qu'il y a à « désencombrer les rôles » — si l'on me passe le mot.

Et dans la lettre qu'il adressait au *Journal des Tribunaux*, déguisant à peine la pointe sous la courtoisie, M. Alexandre Braun déclare que tout le monde, à part la Commission de la Chambre, a mis la diligence possible pour « faire aboutir le régime souhaité au nom de tous ceux, justiciables, magistrats et avocats, intéressés au désencombrement des Cours et Tribunaux » (*J. T.* 1927, n° 3105, col. 660).

Ceci a paru à la Commission un aspect tout à fait secondaire de la question. Les tribunaux sont faits pour les justiciables, et non pas les justiciables pour les tribunaux.

S'il y a encombrement, qu'on en recherche les raisons dans la manière dont la justice est entendue : les avocats doivent faire, comme les autres, leur *mea culpa*!

Que de causes, simples, deviennent compliquées parce qu'elles n'ont pas été étudiées et réduites à leur véritable expression juridique; les traditionnelles plaidoiries, que nous relisons, dans les recueils de procès célèbres, et dans lesquelles le pathos le dispute à la chicane, étaient de mises au temps des diligences. Elles cadrent mal avec notre époque, où, dans une vie intense, les litiges se multiplient.

Cela dit, il existe d'autres raisons d'encombrement; certaines ont été supprimées par le règlement de la Cour d'Appel. Mais la diminution du nombre de magistrats en est une : et pour parler franc, s'agissant d'un pouvoir qui équivaut au pouvoir législatif, nous ne comprenons pas bien les raisons d'économie qui font diminuer le nombre des magistrats qui tâchent chaque jour à rendre la justice, et qui n'imposent pas, la réduction du nombre des députés et sénateurs.

Le législateur aurait tort de l'oublier, et M. Georges Cornil le lui rappelait il y a peu de temps en citant Kohler : « Dans tout système juridique, aussi bien dans ceux qui régissent nos sociétés contemporaines, que dans ceux qui appartiennent au domaine de l'histoire, une analyse sincère de la théorie des sources juridiques révèle toujours la présence, parmi les modes les plus agissants de production du droit, de cet élément essentiel, la force créatrice de la jurisprudence ».

C'est une première raison de rejeter le principe de l'augmentation du taux du dernier ressort.

Le droit, et la jurisprudence qui le prépare ou le fait, ne s'évaluent pas en argent.

Une véritable jurisprudence, d'autre part, ne peut exister que si elle est contrôlée par l'appel.

Il y a donc intérêt, pour la formation même du droit, à ce que le droit d'appel soit largement maintenu.

*
*
* . . .

Mais, de plus, la solution que propose le projet de loi apparaît comme fort peu démocratique.

C'est par en bas, aux plus petits litiges qu'il retranche le droit d'appel. Or, pour beaucoup de gens, ouvriers, petits bourgeois, un litige de 400 francs, ou

de 3,000 francs peut être, tout aussi intéressant qu'un procès de trois millions pour tel gros industriel, ou tel trust bancaire.

Il peut être la ruine d'un petit patrimoine. Et, pour le surplus, serions-nous assez matérialisés pour ne plus accorder de signification qu'aux chiffres et aux sommes, et méconnaître des valeurs d'ordre moral comme la valeur d'estime ?

Lorsque la loi de 1876 était en discussion, on proposa de porter le taux du dernier ressort en justice de paix à 150 francs, et l'argument principal, alors comme aujourd'hui, c'était la dépréciation monétaire.

La Commission a donné un avis défavorable et la Chambre, comme le Sénat, ont rejeté la majoration du taux du dernier ressort.

Et M. De Lantsheere, Ministre de la Justice, justifiait ainsi sa manière de voir, qui est celle de la Commission : « Il ne faut pas oublier que le juge de paix décide » seul, qu'il n'a pas le secours des hommes versés dans l'étude du droit et la » pratique des affaires qui caractérisent les magistrats siégeant dans les tribu- » naux de première instance; qu'il ne trouve point, dans une loyale discussion » avec des collègues, un appui et une défense souvent nécessaires contre l'er- » reur ou l'entraînement. Vivant au milieu de ses justiciables, le juge de paix » peut se trouver avec ceux qu'il est appelé à juger en conflit soit d'intérêt, soit » d'opinion.

» De là, une tendance naturelle à suspecter ses jugements. Ouvrez le recours » au tribunal supérieur, vous contraindrez le juge, par la seule perspective du » contrôle, à n'écouter que l'inspiration de sa conscience et à bannir toute sug- » gestion étrangère. Vous désarmerez ceux qui suspecteraient son impartialité » en leur laissant le droit de porter les griefs devant d'autres juges. J'ajou- » terai que le juge lui-même, dont les décisions seront confirmées, trouvera dans » l'approbation de ses sentences un surcroît de prestige et d'autorité. »

Cela est aussi vrai, des tribunaux de première instance, depuis que, les causes sont distribuées à un juge unique aussi bien qu'à trois juges.

Le Gouvernement et la Chambre ont marqué déjà, dans la loi sur les loyers que la valeur morale d'une action pouvait dépasser sa valeur pécuniaire. Et ce qui est plus caractéristique c'est spécialement de l'avis de MM. les Juges de Paix qui siégeaient dans la Commission que le droit d'appel a été établi en cette matière, pour tous litiges, quel que fût le montant de la demande : « La valeur du droit de » prorogation pouvant présenter un intérêt supérieur à l'intérêt pécuniaire résul- » tant du montant du loyer, intérêt moral que souvent les parties négligent, par » ignorance, d'évaluer, conformément aux règles du Code de procédure civile ».

Telles sont les raisons pour lesquelles la Commission propose de supprimer les articles 8 et 9 du projet.

*
**

L'article 10 a pour objet d'élever le chiffre des demandes formées sans titre et qui sont traitées comme matières sommaires.

Il propose de remplacer au quatrième alinéa les mots mille francs par dix mille francs.

L'intérêt pratique de cette réforme est nul : en réalité, toutes les causes qui sont déferées aux tribunaux de première instance ont le même sort.

La jurisprudence et la procédure ont ici encore supprimé la législation.

Je serais heureux de connaître le praticien du droit qui a pu obtenir que l'affaire soit jugée à la première audience sur un simple acte, sans procédure, ni formalités comme l'édicte l'article 405.

La Commission estime qu'il y a lieu d'abroger purement l'alinéa 4 de l'article 404.

**

L'article 11 du projet est relatif à la saisie-gagerie.

L'article 819 du Code de procédure civile attribue au Président du Tribunal Civil compétence pour autoriser la saisie-gagerie sans délai.

L'article 11 du projet tend à :

1° Donner par un texte *formel* compétence au Juge de Paix, pour *autoriser* ce genre de saisie-gagerie ;

2° Etendre cette compétence aux demandes de saisie-gagerie pour des sommes ~~qui~~ ne dépassent pas 10,000 francs.

Sous le régime de la loi de 1841 le Juge de Paix pouvait autoriser la saisie-gagerie.

Il résulte de la comparaison des textes que la loi de 1876 a maintenu ce droit.

En effet, l'article 6 de la loi du 25 mars 1876, déclare que le Juge de Paix ne connaît pas de l'exécution de ses jugements sauf ce qui est dit de la saisie-gagerie, à l'article 3, 1°.

De quel jugement pourrait-il connaître en cette matière, puisque l'article 3, 1° lui accorde seulement de juger des validités ou mainlevée de saisie-gagerie.

Ce n'est donc que de l'ordonnance qu'il aurait rendue sur requête pour autoriser la saisie-gagerie qu'il peut être question (Bontemps, I, p. 664 ; Bormans, II, p. 255).

L'attribution de compétence par un texte spécial n'est pas inutile.

La matière était réglée à ce jour par l'article 3, 1° et 6 de la loi du 25 mars 1876.

Or, l'article 3, 1° ne vise expressément que les demandes en validité ou en main levée de saisie-arrest.

L'article 6 de la même loi, se bornait à dire que « Les juges de paix ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements, sauf ce qui est dit de la saisie-gagerie à l'article 3, 1° ci-dessus ».

Or l'article 6 de la loi du 25 mars 1841, qui visait la compétence des Juges de Paix en matière de validité ou main levée de saisie-gagerie comportait un second alinéa, ainsi rédigé : « Ils peuvent dans ce cas permettre de saisir à l'instant et sans commandement préalable ».

La loi de 1876, ne reproduit pas cette disposition : elle ne l'a pas non plus expressément abrogée.

Seulement, nous n'avons trouvé dans aucun code, ce texte qui, ayant modifié la disposition de l'article 819, subsiste de par la jurisprudence et la doctrine.

Il y a donc intérêt à modifier l'article 819 même.

Le principe acquis, le projet de loi proposait de fixer à 10,000 francs la somme qui, basant la saisie, fixerait la limite de la compétence du Juge de Paix.

La Commission, logique avec elle-même, propose le chiffre de deux mille cinq cents francs.

La Commission estime, d'autre part, qu'il y a lieu de rétablir dans le texte les mots « sur requête ».

Il est bon que le requérant soit obligé d'articuler les motifs de la saisie-gagerie, et que, au point de vue notamment de la compétence, il n'y ait pas de discussions inutiles au cours de la procédure. Le saisi doit être armé contre une

procédure téméraire et le saisissant ne doit pas pouvoir se retrancher derrière ce qu'il appellera facilement une erreur.

Il faut qu'il s'explique clairement.

Par conséquent, la requête signée par le saisissant qui prend ainsi la responsabilité de ses motifs s'impose.

*
**

L'article 12 du projet stipule que « le nombre dix mille » est substitué au nombre « deux mille cinq cents » dans l'article 2 de la loi du 20 avril 1909, approuvant la convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye, le 17 juillet 1905 ».

Cet article 2 de la loi du 20 avril tend uniquement à supprimer le dernier ressort, en matière d'exéquatur, « même si les frais et dépens sont inférieurs à » 2,500 francs ». Et, entre parenthèses, ceci est un exemple de plus en faveur de notre thèse qui tend à maintenir un très large droit d'appel.

En tout cas, si la manière de voir de la Commission l'emporte, l'article 12 tombe *ipso facto*.

[**]

L'article 13 a retenu l'attention de la Commission.

Il tend à modifier l'article 59 de la loi sur les mines relatif à la réparation des dégâts miniers.

Il est ainsi rédigé : « Le nombre « deux mille cinq cents » est remplacé par le » nombre « dix mille » dans l'article 59 des lois sur les mines, coordonnées par » Arrêté royal du 15 septembre 1919.

» Le nombre « mille » est remplacé par le nombre « quatre mille » dans l'article 59 des dites lois ».

On connaît le régime institué par l'article 59. Si la Société Charbonnière reconnaît le principe de sa responsabilité, le Juge de Paix connaît des litiges qui ne dépassent pas deux mille cinq cents francs, en premier ressort; le dernier ressort était fixé à mille francs.

Plusieurs raisons militent pour la modification proposée à l'alinéa premier de l'article 13 :

1° Actuellement, le Juge de Paix connaît de tous les litiges qui ne dépassent pas 2,500 francs : l'article 59 de l'Arrêté Royal du 15 septembre 1919 n'aurait donc plus aucune signification juridique.

2° Il s'agit de litiges d'un ordre tout spécial, comme le législateur de 1911 l'avait compris : souvent le petit propriétaire, gravement lésé, hésitera à faire un procès devant le Tribunal de Première Instance, procès qui coûtera cher et durera longtemps; les Sociétés Charbonnières s'entendent à faire traîner ce genre de litiges, en suscitant incidents sur incidents, expertises et contre-expertises, afin de décourager le malheureux plaidant.

3° D'autre part, il y a intérêt à ce que les tribunaux de Première Instance puissent juger, comme en matière sommaire, les causes dans lesquelles en cas de contestation sur la responsabilité, le litige ne dépasse pas dix mille francs.

La matière est toute spéciale et l'un des avantages sérieux de la réforme est que le Juge pourrait ne désigner qu'un seul expert et déterminer dans sa décision le délai dans lequel le rapport devra être déposé.

Les praticiens du droit apprécieront la réforme.

La Commission propose donc d'adopter l'alinéa premier de l'article 13 du projet de loi.

En ce qui concerne le second alinéa, elle propose de le modifier.
Le projet de loi portait de mille à quatre mille le taux du dernier ressort, devant le Juge de Paix, s'il n'y a pas contestation sur la responsabilité.
La Commission s'en tient au chiffre de deux mille cinq cents francs.

*
**

Les membres composant la Commission ont pensé qu'il y avait intérêt à modifier dans le cadre du projet de loi, les dispositions relatives à la compétence spéciale du juge de paix. C'est là, surtout, qu'il faut ajuster ou « *perequater* » comme l'on veut.

Il s'agit de litiges peu compliqués qui demandent une solution rapide et nous proposons de porter le chiffre de la location annuelle à 2,500 francs pour fixer la compétence spéciale prévue par l'article 3, premier alinéa.

*
**

Enfin, un autre ajustement à la loi du 11 février 1925 s'impose.

Les Juges de Paix en vertu de cette loi jugent toutes les actions civiles jusqu'à la valeur de 2,500 francs, en principal.

Ils ont donc qualité pour juger de la valeur d'un titre jusqu'à cette somme.

Or l'article 7 est resté ce qu'il était sous le régime de la loi de 1911.

Il est ainsi libellé : « Quand la valeur de la demande dépasse 600 francs, ils se »
« déclareront pareillement incompétents dans les cas prévus aux numéros 1, 2, »
« 3, 4, 9, 10 et 11 de l'article 3, si le titre, la propriété, les droits de servitude »
« ou la mitoyenneté du mur sont contestés ».

Il est évident que le chiffre 600 doit être remplacé par le nombre 2,500 francs.

La Commission propose donc les articles suivants :

« Le nombre six cents est remplacé par le nombre deux mille cinq cents à l'article 3, alinéa premier de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911. »

« Le nombre six cents est remplacé par le nombre deux mille cinq cents à l'article 7 de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911. »

*
**

D'autre part, à l'article 14 qui devient l'article 7, la Commission propose de remplacer les mots « avant le 15 septembre 1927 » par ceux-ci : « avant la promulgation de la présente loi ». Il est évident que les lois de procédure ne doivent pas rétroagir et que toutes les actions intentées avant la promulgation de la loi seront régies par les anciennes dispositions.

Le Rapporteur,

I. SINZOT.

Le Président,

J. PONCELÉT.

AMENDEMENTS
PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

I. Supprimer les articles 8 et 9 du projet transmis par le Sénat.

II. Les remplacer par les articles suivants qui deviennent l'article premier et l'article 2 du projet amendé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Le nombre six cents est remplacé par le nombre deux mille cinq cents à l'article 3, alinéa premier de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911.

ART. 2.

Le nombre six cents est remplacé par le nombre deux mille cinq cents à l'article 7 de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911.

III. Rédiger comme suit l'article 10 du projet qui devient l'article 3 du projet de loi amendé par la Commission.

ART. 3.

L'alinéa quatre de l'article 404 du Code de procédure civile est abrogé.

IV. L'article 11 devient l'article 4 ainsi rédigé :

ART. 4.

Le second alinéa de l'article 819 du Code de procédure civile est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Ils peuvent même faire saisir à l'instant en vertu de la permission qu'ils auront obtenue, sur requête, soit du Président du Tribunal, si la

AMENDEMENTEN DOOR DE
COMMISSIE VOORGESTELD.

I. De artikelen 8 en 9 van het door den Senaat overgemaakte ontwerp doen wegvallen.

II. Dezelve vervangen door de volgende artikelen welke het Eerste artikel en Artikel 2 zullen uitmaken van het door de Commissie gewijzigd ontwerp :

EERSTE ARTIKEL.

Het getal zes honderd wordt vervangen door het getal twee duizend vijf honderd in artikel 3, 1°, van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1911.

ART. 2.

Het getal zes honderd wordt vervangen door het getal twee duizend vijf honderd in artikel 7 van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1911.

III. Artikel 10 van het ontwerp, dat artikel 3 wordt van het door de Commissie gewijzigd wetsontwerp doen luiden :

ART. 3.

Het vierde lid van artikel 404 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering vervalt.

IV. Artikel 11 wordt artikel 4 en luidt als volgt :

ART. 4.

Het tweede lid van artikel 819 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering vervalt en wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Zij kunnen zelfs terstond beslag doen leggen krachtens de toelating die zij, op verzoekschrift, gekregen hebben hetzij van den voorzitter der recht-

somme pour laquelle la saisie est projetée dépasse deux mille cinq cents francs, soit du Juge de Paix dans le cas contraire. »

V. L'article 12 est supprimé.

VI. L'article 13, devient l'article 5 ainsi rédigé :

ART. 5.

Le nombre « deux mille cinq cents » est remplacé par le nombre « dix mille » dans l'article 59 des lois sur les mines, coordonnées par Arrêté royal du 15 septembre 1919.

Le nombre « mille » est remplacé par le nombre *deux mille cinq cents* dans l'article 59 des dites lois.

VII. Insérer un article 6 conçu comme suit :

ART. 6.

Le nombre « six cents » est remplacé par le nombre « deux mille cinq cents » à l'article 3, alinéa premier de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911.

Le nombre « six cents » est remplacé par le nombre « deux mille cinq cents » à l'article 7 de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1912.

VIII. A l'article 14 (devenant l'article 7) les mots « avant le 15 septembre 1927 » sont remplacés par les mots « avant la promulgation de la présente loi ».

bank, indien de som waarop beslag is voorgekomen meer dan twee duizend vijf honderd frank bedraagt, hetzij van den vrederechter in het tegenovergesteld geval ».

V. Artikel 12 wordt weggelaten.

VI. Artikel 13, wordt artikel 5 en luidt :

ART. 5.

Het getal « twee duizend vijf honderd » wordt vervangen door het getal « tien duizend » in artikel 59 van de wetten op de mijnen, samengeordend bij Koninklijk besluit van 15 September 1919.

Het getal « duizend » wordt vervangen door het getal *twee duizend vijf honderd* in artikel 59 van vorenvermelde wetten.

VII. Een artikel 6 inlasschen, luidende :

ART. 6.

Het getal « zes honderd » wordt vervangen door het getal « twee duizend vijf honderd » in artikel 3, eerste lid van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1911.

Het getal « zes honderd » wordt vervangen door het getal « twee duizend vijf honderd » in artikel 7 van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1912.

VIII. In artikel 14, (nieuw artikel 7) worden de woorden « vóór 15 September 1927 » vervangen door de woorden « vóór de afkondiging van deze wet ».

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 FEBRUARI 1928.

Wetsontwerp

tot wijziging van de wetten op de bevoegdheid.

ARTIKELN 8 TOT 14 AFGESCHIEDEN VAN HET WETSONTWERP
DAT DOOR DEN SENAAT WERD OVERGEMAAKT (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE UITGEBRACHT (2), DOOR DEN HEER SINZOT.

MIJNE HEEREN,

De Bijzondere Commissie belast met het onderzoek tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting en de bevoegdheid is getroffen geweest door de redevoering van den heer Braun in den Senaat.

De achtbare Senator drukte zijne verontwaardiging erover uit, dat de Commissie zoo traag was om te vergaderen en, ongetwijfeld, te traag om in den zin van den Senator te stemmen; tevens zou hij hebben beyyeerd dat men de redenen van die vertraging niet durfde bekennen. Na overweging heeft hij zijn tekst in de « Handelingen » verbeterd met eraan toe te voegen « vermits die redenen niet worden aangegeven ».

De Bijzondere Commissie laat dezen zet voor den achtbaren Senator.

Tijdens eene eerste bespreking — zooals blijkt uit het verslag dat wij ter zitting van 13 Juli 1927 hebben ingediend — had de Commissie beslist de bepalingen die enkel voor doel hadden vereenvoudiging te brengen in het dienstreglement der rechtbanken, der hoven en der griffie's, uit te schakelen.

Deze bepalingen werden samengebracht in een wetsontwerp dat den 22^e Juli 1927 werd goedgekeurd.

Thans geldt het de artikelen 8 tot 14 die door den Senaat werden teruggezonden en ten doel hebben het bedrag van den laatsten aanleg te verhoogen.

De aanwezige leden — er waren er vier op zeven — hebben, namens de Commissie, beslist de verhooging van het bedrag van den laatsten aanleg, zoowel voor

(1) Wetsontwerp n° 214 (1926-1927.)

(2) De Commissie bestond uit de heeren Poncelet, voorzitter, Jennissen, Meysmans, Sinzot, Somerhausen, Sondaen en Van Dievoet.

het vredege recht als voor de rechtbank van eersten aanleg, in beginsel te verwerpen.

De Commissie was van gevoelen dat het recht van beroep een waarborg was tegen willekeur en aan de rechtsplichtigen niet mocht ontnomen worden.

Het eenig argument dat men totnog toe heeft aangevoerd is dat de rollen zoo spoedig mogelijk moeten worden ontlast.

In zijn brief gericht tot het *Journal des Tribunaux* — brief waarin de scherpe toon slechts door de hoffelijkheid wordt gemilderd — verklaart de heer Alexander Braun dat iedereen, de Commissie der Kamer uitgezonderd, den mogelijken spoed gezet heeft om « de regeling te doen slagen, die gewenscht wordt namens al degenen, rechtsplichtigen, magistraten en advocaten, die betrokken zijn bij het ontlasten der Hoven en Rechtbanken » (J. T. 1927, n° 3105, col. 660).

Dit nam de Commissie voor een gansch ondergeschikten kant van het vraagstuk. De rechtbanken zijn gemaakt voor de rechtsplichtigen en dezen niet voor de rechtbanken.

Zoo er belemmering bestaat, dat men dan de redenen zoeke in de wijze waarop het recht gesproken wordt : de advocaten, evenals de anderen, moeten hun *mea culpa* doen.

Tal van eenvoudige zaken worden ingewikkeld, omdat zij niet werden ingestudeerd en niet tot hunne ware juridische waarde gebracht; de pleidooien die wij lezen over beroemde gedingen en waarin het pathos afwisselt met spitsvondige vitterijen, konden wel passen in den tijd der postwagens, doch zijn niet meer van onzen tijd, nu het intense leven het aantal geschillen immer vermeerderd.

Daarbij komen nog andere redenen van belemmering; sommige werden uit den weg geruimd door het reglement van het Hof van Beroep. De vermindering van het getal magistraten is eene dezer redenen; en, om rechtuit te spreken, zullen wij zeggen, dat wij niet goed vatten waarom wegens bezuinigingsreden het getal magistraten die dagelijks recht spreken, moet worden verminderd, terwijl die zelfde reden van bezuiniging het getal volksvertegenwoordigers en senatoren niet doet verminderen.

De wetgever zou ongelijk hebben te vergeten waaraan de heer Georges Cornil voor enkelen tijd herinnerde met de woorden van Kohler : « In elk juridisch stelsel, zoowel in die welke onze hedendaagsche samenleving beheerschen als in die welke tot de geschiedenis behooren, blijkt steeds uit een oprechte ontleding van de theorie der juridische bronnen, dat onder de meest werkende factoren van rechtsproductie steeds deze hoofdfactor optreedt, namelijk de scheppende macht der rechtspraak, »

Dat is eene eerste reden om de verhooging van het bedrag van den laatsten aanleg in beginsel te verwerpen.

Het Recht, en de rechtspraak die het Recht voorbereidt of het maakt, worden niet in geldwaarden geschat.

Eene ware rechtspraak kan trouwens niet bestaan, indien zij geen contrôle heeft in het beroep.

Voor de vorming zelf van het recht is het dus van belang dat het recht van beroep in ruime mate worde behouden.

* * *

Bovendien schijnt de oplossing welke het ontwerp voorstelt, weinig democratisch te zijn.

Van omlaag is het, dus voor de geringe geschillen, dat het recht van beroep

wordt ingetrokken. Nu, voor vele geringe lieden, zooals arbeiders, kleine burgers, heeft een geschil van 400 of van 3,000 frank zooveel belang als een geding van drie millioen heeft voor een groot nijveraaf of een banken-trust.

Zulks kan op het verlies van een klein vermogen uitloopen. En zouden wij bovendien, op zulke wijze door het stoffelijk uitzicht der zaken in beslag genomen worden, om alleen maar belang te hechten aan cijfers en sommen, en waarden van zedelijken aard miskennen als de waarde der reputatie?

Toen de wet van 1876 behandeld werd, stelde men voor, het bedrag van den laatsten aanleg voor het vredegerecht te brengen op 150 frank. Het voornaamste argument was toen zooals nu, de vermindering van de muntwaarde.

De Commissie gaf een ongunstig advies en de Kamer, evenals de Senaat, verwierpen de verhooging van het bedrag van den laatsten aanleg.

En de heer De Lantsheere, Minjster van Justitie, zette als volgt zijne meening uiteen die ook die is van de Commissie: « Men mag niet vergeten dat de vrederechter alleen is om uitspraak te doen. Hij heeft de medewerking niet van menschen die op de hoogte zijn van de rechtswetenschap, en gewoon zijn aan de zaken die voor de rechters in de rechtbanken van eersten aanleg gebracht worden; de vrederechter vindt niet in eene loyale bespreking met collega's, een steun en eene verdediging welke dikwijls noodig zijn tegen de dwaling of meeslepende gevoelens. Hij leeft in het midden van zijne rechtsonderhoorigen en hij kan met degenen die hij moet vonnissen, zelf in onverschil liggen over belangen of overtuigingen.

» Daarnit ontstaat ook de natuurlijke neiging om zijne uitspraken te verdenken. Laat de mogelijkheid open om in beroep te gaan bij eene hoogere rechtbank en U zult den rechter dwingen, door het enkel vooruitzicht van de contrôle, alleen te luisteren naar de stem van zijn geweten en alle aan de zaak vreemde overwegingen te bannen. U zult die menschen die zijne onpartijdigheid zouden in twijfel trekken, ontwapenen, door hun het recht te geven, hunne grieven aan andere rechters te onderwerpen. Ik zal hieraan toevoegen dat de rechter zelf, wiens vonnissen zullen bekrachtigd worden, in de goedkeuring van zijne uitspraken, eene verhooging van zijn gezag zal vinden ».

Dit is waar, ook voor de rechtbanken van eersten aanleg, sedert de zaken zoo wel aan een enkelen als aan drie rechters worden onderworpen.

De Regeering en de Kamer hebben reeds, in de huishuurwet, erkend dat de zedelijke waarde van een rechtsvordering hare geldwaarde kon overtreffen. En hetgeen meer kenmerkend is, is vooral de meening van de heeren Vrederechters die in de Commissie zetelden; zij waren van gevoelen dat het recht om in hooger beroep te gaan, in deze zaken, voor alle geschillen zou worden ingevoerd, wat ook het beloop van den eisch wezé: « De waarde van het recht op de verlenging kan meer belang hebben dan het geldelijk belang dat verband houdt met den huurprijs; dit is een belang van zedelijken aard die partijen dikwijls, bij onwetendheid, nalaten te schatten, overeenkomstig de regelen van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering ».

Dit zijn de redenen waarom de Commissie voorstelt de artikelen 8 en 9 van het ontwerp te doen wegvallen.

* * *

Artikel 10 streeft er naar, het cijfer te verhoogen van de eischen die zonder titel ingediend en kort behandeld worden.

Het stelt voor, in de vierde alinea, de woorden « duizend frank » te vervangen door de woorden « tien duizend frank, »

Practisch belang heeft deze hervorming niet: in werkelijkheid, ondergaan al de zaken die voor de rechtbanken van eersten aanleg gebracht worden, hetzelfde lot.

De rechtspraak en de rechtspleging hebben ook hier de wetgeving vervangen.

Ik ware gelukkig den beoefenaar van de praktische rechtswetenschap te kennen, die heeft bekomen dat over eene zaak bij de eerste terechtzitting uitspraak gedaan werd, op vertoon van eene enkele akte, zonder rechtsvordering, noch formaliteiten zooals voorgeschreven bij artikel 405.

De Commissie is van meening dat alinea 4 van artikel 404 eenvoudig moet ingetrokken worden.

* * *

Artikel 11 van het ontwerp heeft betrekking op het pandbeslag.

Artikel 819 van het wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering verleent aan den voorzitter van de Burgerlijke Rechtbank bevoegdheid om tot het pandbeslag zonder uitstel machtiging te verleenen.

Artikel 11 van het ontwerp heeft voor doel :

1^o Door eén *nadrukkelijken* tekst aan den vrederechter bevoegdheid te verleenen om dit soort pandbeslag toe te laten ;

2^o Deze bevoegdheid uit te breiden tot de eischen van pandbeslag voor sommen die niet 10,000 frank bedragen.

Onder het beheer der wet van 1841, konde vrederechter tot pandbeslag machtiging geven

Uit de vergelijking van de teksten blijkt dat de wet van 1876 ze gehandhaafd heeft.

Inderdaad, artikel 6 van de wet van 25 Maart 1876 zegt dat de vrederechter geen kennis neemt van de ten-uitvoerlegging van zijne vonnissen buiten hetgeen is gezegd van het pandbeslag onder artikel 3, 1^o.

Van welk vonnis zou hij in deze stof kunnen kennis nemen, vermits artikel 3, 1^o hem enkel toestaat vonnis te wijzen over de geldigheid of de opheffing van pandbeslag.

Er kan dus alleen sprake zijn van het beveldschrift dat hij zou gegeven hebben op verzoekschrift om het pandbeslag toe te laten (Bontemps, I, bl., 664; Bormans, II, bl., 225).

De verleening van bevoegdheid door een bijzonderen tekst heeft zijn nut.

Tot op heden, was de stof geregeld door de artikelen 3, 1^o en 6 van de wet van 1876. Welnu, artikel 3, 1^o slaat alleen uitdrukkelijk op de eischen tot geldigheid of tot opheffing van beslag onder derden.

Artikel 6 van dezelfde wet zegde alleen: « De vrederechters nemen geen kennis van de tenuitvoerlegging van hunne vonnissen, behalve wat gezegd is van het pandbeslag in voormeld artikel, 3, 1^o ».

Welnu, artikel 6 van de wet van 25 Maart 1841, hetwelke doelde op de bevoegdheid der vrederechters in zake geldigheid of opheffing van pandbeslag, bevatte een tweede lid luidend: « Zij kunnen in dit geval toelaten terstond en zonder voorafgaand bevel beslag te leggen ».

De wet van 1876 neemt deze bepaling niet over, zij heeft ze ook niet uitdrukkelijk ingetrokken.

Evenwel, in geen enkel wetboek hebben wij dien tekst gevonden die, na de bepaling van artikel 819 gewijzigd te hebben, blijft bestaan door de rechtspraak en de rechtsleer.

Artikel 819 zelf dient dus gewijzigd te worden.

Dit beginsel eenmaal aangenomen, stelde het wetsontwerp voor, de som die, als grondslag voor de beslaglegging, de grens van de bevoegdheid van den vrederechter zou bepalen, op 10,000 frank te brengen.

De Commissie, logisch blijvend met zich zelf, stelt het cijfer van 2,500 frank voor.

De Commissie meent anderzijds dat de woorden « ten verzoeken » in den tekst dienen teruggebracht.

Het is goed dat de eischer verplicht is de beweegredenen aan te brengen van het pandbeslag, en dat, onder opzicht van bevoegdheid, er geene nuttelooze betwistingen oprijzen tijdens de rechtspleging. De beslagene moet gewapend zijn tegen eene lichtvaardige rechtspleging en de beslaglegger moet zich niet kunnen verschuilen achter wat hij al te gemakkelijk eene vergissing zal noemen.

Hij moet duidelijke verklaringen geven.

Dienvolgens, is het rekwist onderteekend door den beslaglegger die aldus de verantwoordelijkheid zijner redenen neemt, eene noodzakelijkheid.

* *

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt dat het getal « tien duizend » in de plaats komt van het getal « twee duizend vijf honderd » in artikel 2 van de wet van 20 April 1909, tot goedkeuring van de op 17 Juli 1905 te 's Gravenhage gesloten Internationale Conventie betreffende de burgerlijke rechtsvordering.

Dit artikel 2 der wet van 20 April streeft er alleen naar, den laatsten aanleg op te heffen in zake van exequatur, « zelfs wanneer de kosten minder beloopt dan 2,500 frank. » En dit is een voorbeeld te meer, ten gunste van ons standpunt dat een zeer uitgebreid recht op hooger beroep wil behouden.

In ieder geval, zoo de zienswijze van de Commissie zegeviert, dan valt artikel 12 vanzelf weg.

* *

Artikel 13 hield de aandacht gaande van de Commissie.

Het streeft er naar, artikel 59 der wet op de mijnen te wijzigen, in zake van herstel der schade veroorzaakt door kolenmijnbedrijven.

Het luidt als volgt :

Het getal « twee duizend vijf honderd » wordt vervangen door het getal « tien duizend » in artikel 59 van de wetten op de mijnen samengeordend bij Koninklijk besluit van 15 September 1919.

Het getal « duizend » wordt vervangen door het getal « vier duizend » in artikel 59 van voormelde wetten.

Men kent het stelsel ingevoerd door artikel 59. Zoo de Kolenmijnmaatschappij principieel hare aansprakelijkheid erkent, dan neemt de Vrederechter kennis van de geschillen tot een beloop van 2,500 frank in eersten aanleg. Het beloop van den laatsten aanleg is vastgesteld op duizend frank.

Talrijke redenen spreken ten voordeele van de wijziging voorgesteld in de eerste alinea van artikel 13 :

1^o Thans neemt de Vrederechter kennis van al de geschillen welke niet 2,500 frank overschrijden : artikel 59 van het Koninklijk besluit van 15 September 1919 zou dus geene enkele beteekenis meer hebben op rechterlijk gebied.

2^o Het geldt betwistingen van gansch bijzonderen aard, zooals de wetgever van 1911 het begrepen had : dikwijls zal de kleine eigenaar, die zware schade geleden heeft, aarzelen eene zaak aanhangig te maken bij de Rechtbank van eersten aanleg ; het geding kost veel en de oplossing blijft lang uit ; de Kolen-

mijnmaatschappijen kennen de kunst om dit soort betwistingen lang te doen duren, door de incidenten te vermenigvuldigen, de onderzoekingen door deskundigen op elkander te doen volgen, ten einde den ongelukkigen pleiter te ontmoedigen.

3^o Anderzijds, is er belang bij, dat de Rechtbanken van eersten aanleg kunnen uitspraak doen zooals in zaken met korte behandeling, over betwistingen voor welke, in geval van geschil betreffende de aansprakelijkheid, het beloop niet 10,000 frank overschrijdt.

De stof is van heel bijzonderen aard en een der ernstige voordeelen van de hervorming is inderdaad, dat de rechter slechts een enkelen deskundige zou kunnen aanwijzen en in zijne beslissing den termijn bepalen, binnen welken het verslag moet ingediend worden.

De beoefenaars van de practische rechtswetenschap zullen deze hervorming op prijs stellen.

De Commissie stelt dus voor, de eerste alinea van artikel 13 van het wetsontwerp goed te keuren.

Zij stelt eene wijziging voor, wat betreft de tweede alinea.

Het wetsontwerp bracht het bedrag van den laatsten aanleg, voor den Vrederechter, van duizend op vier duizend indien er geene betwisting is over de aansprakelijkheid.

De Commissie blijft bij het cijfer van twee duizend vijf honderd frank.

De leden die de Commissie samenstellen, hebben gemeend dat het nuttig was binnen de perken van het wetsontwerp de bepalingen te wijzigen betreffende de bijzondere bevoegdheid van den vrederechter. Het is vooral daar, dat men moet aanpassen of « perequateeren », zooals men wil.

Het geldt weinig ingewikkelde geschillen die eene snelle oplossing vergen, en wij stellen voor, het cijfer van de jaarlijksche huur op 2,500 frank te brengen om de bijzondere bevoegdheid voorzien in artikel 3, eerste alinea, vast te stellen.

Ten slotte, dringt zich nog eene wijziging op, in de wet van 11 Februari 1925.

Krachtens deze wet, neemt de Vrederechter kennis van al de burgerlijke zaken tot eene waarde van 2.500 frank in hoofdsom.

Zij zijn dus bevoegd om uitspraak te doen over de waarde van een titel tot deze som.

Welnu, artikel 7 is gebleven wat het was onder het regime van de wet van 1911.

De tekst luidde : « Wanneer de waarde van den eisch 600 frank te boven gaat, zullen zij zich eveneens onbevoegd verklaren, in de gevallen bij n^o 1, 2, 3, 4, 9, 10 en 11 van artikel 3 voorzien, indien de titel, de eigendom, de rechten van erfdienstbaarheid of de gemeenschap van den muur worden bestreden ».

Het spreekt van zelf dat het cijfer 600 moet vervangen worden door 2,500 fr.

De Commissie stelt dus de volgende artikelen voor :

« Het getal 600 wordt vervangen door het getal 2.500 in artikel 3, lid 1^o, van de wet van 25 Maart 1879, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1911 ».

« Het getal 600 wordt vervangen door het getal 2.500 in artikel 7 van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1911. »

Anderzijds, bij artikel 14, dat artikel 7 wordt, stelt de Commissie voor de

woorden « vóór 15 September 1927 » te vervangen door « vóór de afkondiging van deze wet ».

Het is klaar dat de wetten van rechtspleging geen terugwerkende kracht moeten bezitten en dat al de rechtsvorderingen ingesteld vóór de afkondiging der wet, door de vroegere bepalingen worden beheerd.

De Verslaggever,

I. SINZOT.

De Voorzitter,

J. PONCELET.

AMENDEMENTS
PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

I. Supprimer les articles 8 et 9 du projet transmis par le Sénat.

II. Les remplacer par les articles suivants qui deviennent l'article premier et l'article 2 du projet amendé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Le nombre six cents est remplacé par le nombre deux mille cinq cents à l'article 3, alinéa premier de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911.

ART. 2.

Le nombre six cents est remplacé par le nombre deux mille cinq cents à l'article 7 de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911.

III. Rédiger comme suit l'article 10 du projet qui devient l'article 3 du projet de loi amendé par la Commission.

ART. 3.

L'alinéa quatre de l'article 404 du Code de procédure civile est abrogé.

IV. L'article 11 devient l'article 4 ainsi rédigé :

ART. 4.

Le second alinéa de l'article 819 du Code de procédure civile est abrogé et

AMENDEMENTEN DOOR DE
COMMISSIE VOORGESTELD.

I. De artikelen 8 en 9 van het door den Senaat overgemaakte ontwerp doen wegvallen.

II. Dezelve vervangen door de volgende artikelen welke het Eerste artikel en Artikel 2 zullen uitmaken van het door de Commissie gewijzigd ontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Het getal zes honderd wordt vervangen door het getal twee duizend vijf honderd in artikel 3, 1°, van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1911.

ART. 2.

Het getal zes honderd wordt vervangendoor het getal twee duizeud vijf honderd in artikel 7 van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1911.

III. Artikel 10 van het ontwerp, dat artikel 3 wordt van het door de Commissie gewijzigd wetsontwerp, doen luiden :

ART. 3.

Het vierde lid van artikel 404 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering vervalt.

IV. Artikel 11 wordt artikel 4 en luidt als volgt :

ART. 4.

Het tweede lid van artikel 819 van het Wetboek van burgerlijke rechts-

remplacé par la disposition suivante :

« Ils peuvent même faire saisir à l'instant en vertu de la permission qu'ils auront obtenue, sur requête, soit du Président du Tribunal, si la somme pour laquelle la saisie est projetée dépasse *deux mille cinq cents francs*, soit du Juge de Paix dans le cas contraire. »

V. L'article 12 est supprimé.

VI. L'article 13 devient l'article 5 ainsi rédigé.

ART. 5.

Le nombre « deux mille cinq cents » est remplacé par le nombre « dix mille » dans l'article 59 des lois sur les mines, coordonnées par Arrêté royal du 15 septembre 1919.

Le nombre « mille » est remplacé par le nombre *deux mille cinq cents* dans l'article 59 des dites lois.

VII. Insérer un article 6 conçu comme suit :

ART. 6.

Le nombre « six cents » est remplacé par le nombre « deux mille cinq cents » à l'article 3, alinéa premier de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911.

Le nombre « six cents » est remplacé par le nombre « deux mille cinq cents » à l'article 7 de la loi du 25 mars 1876, modifié par la loi du 12 août 1911.

VIII. A l'article 14 (devenant l'article 7) les mots « avant le 15 septembre 1927 » sont remplacés par les mots « avant la promulgation de la présente loi ».

vordering vervalt en wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Zij kunnen zelfs terstond beslag doen leggen krachtens de toelating die zij, op verzoekschrift, gekregen hebben hetzij van den voorzitter der rechtbank, indien de som waarop beslag is voorgekomen meer dan *twee duizend vijf honderd frank* bedraagt, hetzij van den vrederechter in het tegenovergesteld geval. »

V. Artikel 12 wordt weggelaten

VI. Artikel 13 wordt artikel 5 en luidt :

ART. 5.

Het getal « twee duizend vijf honderd » wordt vervangen door het getal « tien duizend » in artikel 59 van de wetten op de mijnen, samengeordend bij Koninklijk besluit van 15 September 1919.

Het getal « duizend » wordt vervangen door het getal *twee duizend vijf honderd* in artikel 59 van vorenvermelde wetten.

VII. Een artikel 6 inlasschen luidende :

ART. 6.

Het getal « zes honderd » wordt vervangen door het getal « twee duizend vijf honderd » in artikel 3, eerste lid van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 11 Augustus 1912.

Het getal « zes honderd » wordt vervangen door het getal « twee duizend vijf honderd » in artikel 7 van de wet van 25 Maart 1876, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1911.

VIII. In artikel 14, (nieuw artikel 7) worden de woorden « vóór 15 September 1927 » vervangen door de woorden « vóór de afkondiging van deze wet ».